



# Budgétisation et financement de la dimension de genre et de la lutte contre le changement climatique – Enseignements tirés du programme BIFCCA

Note d'orientation | 2022

## Abréviations et acronymes

<b>BC</b>	Budgétisation climatique (ou budgétisation sensible à l'action climatique ; ou, budgétisation sensible à la lutte contre le changement climatique)
<b>BIFCCA</b>	Budgétisation inclusive et financement de la lutte contre le changement climatique en Afrique
<b>BCSG</b>	Budgétisation climatique sensible au genre
<b>BSG</b>	Budgétisation sensible au genre (ou intégration d'une perspective de genre dans le processus budgétaire ; établissement des budgets en tenant compte de l'égalité des sexes)
<b>CDN</b>	Contribution(s) déterminée(s) au niveau national (ou NDC en anglais)
<b>CEDEF</b>	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
<b>CCNUCC</b>	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
<b>EIDPC</b>	Examen des institutions et des dépenses publiques dans le domaine climatique ; ou, examen institutionnel et des dépenses publiques climatiques ; ou, Revue des dépenses publiques et institutionnelles sur les changements climatiques (Bénin) ; ou, CPEIR en anglais
<b>EIGCC</b>	Évaluation de l'impact du genre et du changement climatique
<b>FEM</b>	Fonds pour l'environnement mondial
<b>FIC</b>	Fonds d'investissement climatique
<b>FVC</b>	Fonds vert pour le climat
<b>GFP</b>	Gestion des finances publiques
<b>IIED</b>	Institut international pour l'environnement et le développement
<b>MBC</b>	Marquage budgétaire lié au changement climatique
<b>MBG</b>	Marquage budgétaire lié au genre
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>ODD</b>	Objectif(s) de développement durable
<b>PMD</b>	Pays les moins développés (ou PMA : pays les moins avancés)

## 1. Pourquoi la dimension de genre et l'inclusion sociale sont importantes pour la budgétisation et le financement de l'adaptation au changement climatique ?

La crise du changement climatique menace les pays, les économies et la sécurité des sociétés. Ses impacts économiques et sociaux affectent différemment les hommes, les femmes et les groupes marginalisés. Le changement climatique renforce et aggrave les inégalités de genre existantes et les personnes les plus touchées par la crise climatique sont généralement les plus défavorisées.

Les nombreux risques et chocs multidimensionnels résultant du changement climatique, de la COVID-19 et de la persistance des inégalités mondiales ont fortement caractérisé l'année 2020 (Floro, 2021). Au fur et à mesure que le changement climatique évolue, la dépendance vis-à-vis des moyens de subsistance tributaires des conditions météorologiques affecte les opportunités économiques des femmes. En outre, la pandémie de COVID-19 a créé de nouveaux types de pressions sur les pays du monde entier. L'adaptation résiliente au changement climatique, inclusive et sensible au genre est un tremplin essentiel pour permettre aux pays de reconstruire en mieux, de manière équitable et juste, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte.

Dans l'article 7.5 de l'Accord de Paris, les gouvernements « reconnaissent que l'action pour l'adaptation devrait suivre une démarche impulsée par les pays, sensible à l'égalité des sexes, participative et totalement transparente, prenant en considération les groupes, les communautés et les écosystèmes vulnérables ». L'article 9 de l'Accord de Paris fait référence à la nécessité d'une disponibilité accrue du financement de l'action climatique. Quoiqu'il en soit, la nécessité de répartir ce financement de manière équitable entre les hommes et les femmes est peu

mentionnée. L'inégalité de genre demeure un défi majeur pour la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Les données probantes montrent que l'inégalité de genre peut gravement entraver la croissance économique et conduire à ce que les gens soient pris au piège de la pauvreté d'une génération à l'autre (Bandiera et Natraj, 2013).

Le programme « Budgétisation inclusive et financement de la lutte contre le changement climatique en Afrique (BIFCCA) »<sup>1</sup> adopte une approche inclusive et sensible au genre de la budgétisation et du financement de l'action climatique. Depuis ses débuts en octobre 2020, le programme a engagé plus de 20 gouvernements africains sur le renforcement de la budgétisation climatique sensible au genre (BCSG). Cette note d'orientation résume certains des principaux enseignements tirés du programme. La Partie 2 donne une vue d'ensemble des cadres et mécanismes internationaux qui ont soutenu la budgétisation et le financement de l'action climatique sensibles au genre et de la manière dont ceux-ci ont été intégrés au niveau national. La Partie 3 expose en détail les principaux points d'entrée pour une budgétisation sensible au genre, ainsi que les expériences des pays en matière de réformes connexes.

## 2. Inclusion de l'égalité de genre dans les fonds climatiques mondiaux : lacunes et opportunités pour les processus de GFP au niveau national

De manière importante, les processus mondiaux d'intégration de l'égalité hommes-femmes dans le financement de la lutte contre le changement climatique peuvent permettre de déterminer ce qui devrait se passer au niveau des pays, tout comme les exemples au niveau national peuvent également orienter les bonnes pratiques mondiales. Les ministères des Finances en Afrique reçoivent des fonds climatiques provenant de sources mondiales relevant de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), en particulier, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), du Fonds vert pour le climat (FVC) et du Fonds d'investissement climatique (FIC). Ceux-ci nécessitent généralement l'intégration de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les propositions de financement en tant que critère d'approbation, comme le montre l'Encadré 1.

### Encadré 1 : Exigences en matière de genre et d'inclusion sociale dans le financement mondial pour le climat

- Depuis l'adoption du Plan d'action du FEM pour l'égalité des sexes, la procédure d'accréditation du Fonds et les exigences connexes en matière de documentation ont été améliorées pour inclure la preuve de la capacité institutionnelle et des procédures connexes de l'entité requérante en matière d'égalité de genre.
- La politique actualisée du FVC sur l'égalité des sexes, adoptée en 2019, décrit les responsabilités des entités accréditées et les exigences au niveau des projets. Le plan d'action sexospécifique qui l'accompagne renforce la responsabilité de l'entité accréditée de budgétiser l'aide en faveur de l'égalité des sexes au niveau des projets.
- La politique du FEM en matière d'égalité des sexes, entrée en vigueur en 2018, s'applique à toutes les agences partenaires du FEM, tandis que la stratégie de mise en œuvre de la politique de genre guide la mise en œuvre de cette politique en mettant l'accent sur quatre domaines prioritaires, notamment le renforcement des capacités des agences partenaires et le suivi des résultats en matière d'égalité des sexes.
- Le FIC a adopté sa politique en matière de genre en 2018 et administre les efforts déployés en matière d'égalité hommes-femmes dans toutes ses activités. Le Plan d'action du FIC pour l'égalité des sexes – Phase 3 (Exercices budgétaires 21-24), mise en œuvre conjointement par le FIC et plusieurs banques de développement, se concentre davantage sur l'appui technique aux systèmes de chaque pays.

Source : FEM, 2017, Fonds d'adaptation, 2019, FIC, 2018.

Alors que les fonds mondiaux ont développé des instruments et des exigences afin de renforcer la gouvernance et les modalités opérationnelles pour l'inclusion de l'égalité hommes-femmes et la participation des parties prenantes, il subsiste des lacunes sur le plan de la pratique :

- L'évaluation du FEM a révélé que parmi les 157 projets achevés, seuls 38 % (soit 59 projets) mentionnaient le genre, mais ne l'intégraient pas réellement dans leurs activités (FEM, 2017).
- L'évaluation par le FIC des programmes financés a constaté que seul un nombre limité de groupes liés aux femmes et à la perspective de genre dans les pays participaient à des programmes d'adaptation,

1 L'objectif principal du programme est de renforcer les liens entre la politique de genre, la politique en matière de changement climatique et le processus budgétaire.

et qu'il manquait un leadership national solide et des cadres de suivi de la redevabilité en matière de progrès vers la réalisation de l'égalité des sexes. Les parties prenantes dans tous les domaines ne possédaient pas les connaissances suffisantes sur les méthodes d'implication et sur les approches d'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes, et, l'allocation financière et la budgétisation spécifique pour l'implication, y compris pour les acteurs non étatiques, étaient insuffisantes.

Un récent rapport de l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) a étudié la faisabilité du suivi du financement de l'action climatique au niveau local dans les pays les moins développés (PMD) et a examiné les questions qui doivent être posées afin de comprendre les progrès réalisés et de s'occuper des problèmes rencontrés (Soanes et al., 2021). L'Encadré 2 présente les statistiques sur le genre et l'inclusion qui ne sont pas alignées sur les efforts mondiaux et nationaux d'intégration de la dimension de genre dans les programmes d'adaptation au changement climatique.

Le renforcement des systèmes de gestion des finances publiques (GFP) et l'intégration du genre et du changement climatique au niveau des pays résoudre non seulement les questions d'équité et d'inclusion, mais soutiendraient également l'élaboration de propositions bancables pour que les pays africains puissent accéder aux fonds climatiques mondiaux. Le financement intérieur ne sera pas suffisant pour répondre aux besoins des pays en développement en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets<sup>2</sup>.

L'accès au financement international pour lutter contre le changement climatique est donc d'une importance vitale pour les pays africains, qui sont confrontés à un espace budgétaire limité et à des niveaux d'endettement croissants insoutenables alors qu'ils se remettent de la récession mondiale induite par la pandémie de COVID-19 (Banque mondiale, 2022). Cependant, le financement doit être acheminé par le biais du budget national, par opposition à une approche de projets. La budgétisation inclusive au niveau national peut assurer que les financements internationaux et nationaux non seulement abordent l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets ainsi que l'inégalité de genre mais aussi renforcent la cohérence entre la dimension de genre et le changement climatique. La partie suivante décrit les approches et les outils utilisés pour intégrer le genre et le changement climatique dans et les finances nationales.

## Encadré 2 : Suivi du financement de l'action climatique lié au genre au niveau local dans les PMD

- Moins de 3 % du financement principal vérifié de l'adaptation des PMD sont destinés à soutenir principalement l'égalité des sexes, malgré les risques climatiques disproportionnés auxquels les femmes et les filles sont confrontées.
- Les femmes bénéficiaires sont mentionnées dans 57 % des 5,9 milliards USD (soit 3,37 milliards USD) du financement vérifié de l'adaptation des PMD. En ce qui concerne le financement principal vérifié de l'adaptation qui vise à fournir principalement des avantages locaux, ce chiffre tombe à 49 % (soit 2,9 milliards USD).
- L'examen et la mise à jour des codes en matière de genre des marqueurs de Rio de l'OCDE ont révélé que moins de 3 % des 5,9 milliards USD (soit 158 millions USD) sont codés comme ayant pour objectif principal de traiter de l'égalité entre les hommes et les femmes.
- Étant donné que les femmes et les jeunes filles sont touchées de manière disproportionnée par le changement climatique, ce chiffre de 3 % s'avère incroyablement faible pour les interventions qui abordent l'égalité des sexes comme leur objectif principal. Ce résultat s'accompagne d'un mauvais ciblage des personnes handicapées et des peuples autochtones.

Source : Soanes et al., 2021.

## 3. L'intégration du genre et du changement climatique dans les systèmes nationaux de GFP

Rendre la budgétisation nationale plus sensible au genre et au changement climatique soutiendra l'utilisation plus efficiente, efficace et équitable du financement de l'action climatique. Bien que les expériences à travers le continent varient, les réformes des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et du changement climatique ont été largement mises en œuvre de manière séparée. Récemment, on a vu naître un élan vers une approche

2 On estime que le coût annuel de l'adaptation dans les pays en développement se situe entre un minimum de 280 milliards USD à 500 milliards USD d'ici à 2050. Les coûts devraient être plus élevés si le réchauffement climatique de 2 °C est dépassé (UNEP 2016. The Adaptation Finance Gap Report. Nairobi).

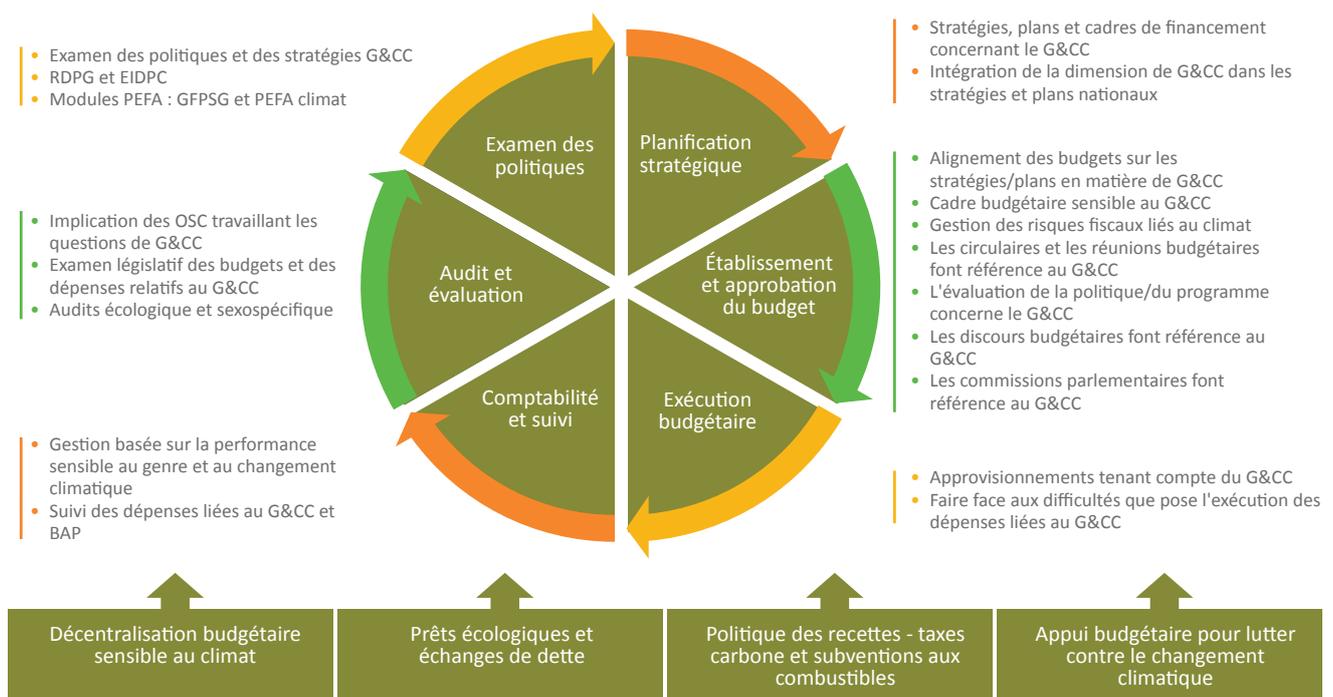
plus intégrée de la « double intégration »<sup>3</sup> du genre et du changement climatique, soutenue par des cadres et des financements internationaux. S'appuyant sur leur expérience avec la BSG et la BC, les gouvernements ont trouvé des moyens novateurs d'intégrer la dimension de genre et le changement climatique dans leurs processus nationaux de planification et de budgétisation. Ces moyens tiennent compte du fait que la sensibilité au genre peut améliorer l'efficacité du financement de l'action climatique, et que la sensibilité au changement climatique peut améliorer l'efficacité du financement des questions d'égalité hommes-femmes. Cette partie donne une vue d'ensemble du cadre et de l'expérience au niveau des pays en matière de budgétisation climatique sensible au genre en Afrique.

### 3.1 Vers une approche intersectorielle plus cohérente : la double intégration

Les points d'entrée pour une budgétisation climatique sensible au genre sont identifiés à la Figure 1. Ceux-ci dépassent le champ d'application du cycle budgétaire, pour inclure d'autres interfaces importantes de la GFP, telles que la décentralisation budgétaire sensible au genre et au changement climatique, la politique des recettes, les prêts écologiques et les échanges de dettes (CABRI et al., 2021b).

Les outils utilisés pour faire progresser la BCSG s'appuient sur les outils employés pour l'intégration unique du genre ou du changement climatique. Le Tableau 1 présente une revue des outils disponibles et des innovations requises pour la BCSG. Étant donné qu'il n'existe pas de lignes directrices établies pour bon nombre des outils intégrés de « double intégration », les pays se trouvent en terrain inconnu, et doivent relever des défis techniques concomitants.

Figure 1 : Budgétisation climatique sensible au genre tout au long du cycle budgétaire



Source : CABRI et al., 2021b.

Remarque : « G&CC » réfère aux initiatives liées au genre et au changement climatique qui ont été entreprises soit séparément, soit conjointement ; « RDPG » signifie les revues des dépenses publiques liées au genre ; le terme « EIDPC » désigne les examens des institutions et des dépenses publiques dans le domaine climatique ; « PEFA » fait référence au programme « dépenses publiques et responsabilité financière » ; « GFPSG » se rapporte à un cadre de gestion des finances publiques sensible au genre ; « BAP » se rapporte à la budgétisation axée sur les performances ; « OSC » « désigne les organisations de la société civile.

3 La budgétisation sensible au genre (BSG) et la budgétisation climatique (BC) font référence à l'intégration distincte du genre et du changement climatique dans le budget. La budgétisation climatique sensible au genre (BCSG) implique les réformes des méthodes et des pratiques tout au long du cycle budgétaire afin de garantir la prise en compte de la dimension de genre et du changement climatique, également appelée « double intégration ». Dans de nombreux cas, elle passe par l'intégration des préoccupations liées au genre dans les pratiques existantes de la BC. Elle peut également comprendre l'intégration conjointe et coordonnée du genre et du changement climatique au budget (CABRI, IBP, IIED & PNUD 2021b. Opportunités de coordination de l'intégration du genre et du changement climatique dans la budgétisation et les finances. Pretoria).

Tableau 1 : Principaux outils de double intégration utilisés pour la budgétisation climatique sensible au genre

Outils disponibles	Méthodes conventionnelles	Innovation en matière de budgétisation climatique sensible au genre
<b>Stratégies</b>	Des stratégies distinctes pour le genre et le changement climatique, parfois avec des cadres de financement.	Le genre fait partie intégrante des stratégies de lutte contre le changement climatique et y est intégré, associées à des cadres de financement intégrés.
<b>Institutions de coordination</b>	Mécanismes de coordination distincts (par exemple, des conseils ou des comités) et/ou des dispositions institutionnelles (par exemple, un point focal pour la dimension de genre ou un point focal pour le changement climatique ayant une expérience et une expertise technique sur l'intégration du genre et/ou du climat dans leur champ de travail spécifique).	Représentation croisée entre les organismes de coordination des questions d'égalité hommes femmes et de changement climatique et la collaboration technique sur les points focaux à des fins de cohérence.
<b>Évaluation d'impact</b>	L'évaluation de l'impact sur le genre et l'évaluation de l'impact sur le changement climatique sont effectuées séparément pour améliorer la conception et l'évaluation des nouvelles politiques et des nouveaux programmes dont le financement a été proposé.	L'évaluation de l'impact du genre et du changement climatique (EIGCC) intègre dans un seul outil une évaluation des liens intersectionnels dynamiques entre le genre et le changement climatique et les implications pour les résultats et l'impact.
<b>Les examens des institutions et des dépenses publiques (EIDP)</b>	Les EIDP dans le domaine climatique (EIDPC) classent les dépenses et les tendances climatiques et examinent les responsabilités institutionnelles (des EIDP distincts de la dimension de genre ne sont pas actuellement effectués).	Les dépenses liées au genre et au climat sont classées selon des méthodes cohérentes ; les rapports établis identifient les tendances de chacune des dépenses qui traitent des deux domaines.
<b>Documents de stratégie et circulaires budgétaires</b>	Les ministères dépensiers sont tenus de démontrer l'impact distinct d'une perspective de genre et du changement climatique des soumissions budgétaires.	Les documents de stratégie et les circulaires budgétaires fournissent des orientations pour aider les ministères dépensiers à démontrer la contribution de leurs propositions budgétaires à la fois à l'égalité hommes-femmes et à la résilience au changement climatique ainsi que l'efficacité attendue des dépenses liées au genre et au changement climatique.
<b>Marquage et notation du budget</b>	Le marquage budgétaire lié au genre (MBG) et le marquage budgétaire lié au changement climatique (MBC) effectués séparément, en utilisant les principes du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE.	La réalisation simultanément du MBG et du MBC garantit des approches cohérentes, sensibilise et met en exergue les dépenses qui ont le plus besoin de l'EIGCC.
<b>Financement innovant</b>	Les nouveaux mécanismes de financement de la lutte contre le changement climatique comprennent les obligations vertes, les échanges de dettes, l'investissement éthique et d'autres incitations à l'engagement du secteur financier. Une expérience équivalente en matière de financement sexospécifique outre l'augmentation de l'investissement et de la sensibilisation à l'investissement en faveur des femmes, dans les solutions menées par des femmes, en faveur des entrepreneuses et des entreprises dirigées par des femmes.	Possibilités d'inclure les préoccupations de genre dans le financement innovant de l'action climatique (par exemple, faire appel à la responsabilité sociale des entreprises) et aussi des preuves d'investissements plus efficaces et plus sûrs grâce à des programmes plus diversifiés et dirigés par des femmes.
<b>Budgets citoyens</b>	Les budgets des citoyens présentent les budgets dans des formats accessibles afin d'améliorer la contribution consultative, la sensibilisation du public et le débat. Ils peuvent couvrir l'ensemble du budget ou se concentrer sur des questions spécifiques, telles que le genre et le changement climatique.	Un budget citoyen sur le genre et le changement climatique illustrerait la façon dont le budget aborde à la fois le genre et le changement climatique dans différents secteurs et soulignerait les liens entre les deux dimensions. Mais un tel budget n'a pas encore été élaboré.
<b>Redevabilité (responsabilité) et transparence</b>	Le budget des citoyens peut faciliter l'engagement des acteurs chargés de faire respecter la redevabilité (par exemple, les parlements, les organismes d'audit, la société civile et les médias) qui peuvent ensuite faciliter le débat public et l'examen du budget.	La participation des acteurs chargés de faire respecter la redevabilité dans les domaines du genre et du changement climatique permettrait de mieux faire connaître les liens et d'améliorer l'examen de la question de savoir si les dépenses prévues sont réalisées et si les résultats attendus sont obtenus.

Remarque : La liste devrait être considérée comme des options possibles qu'un pays pourrait poursuivre pour renforcer la budgétisation climatique sensible au genre en fonction de ses systèmes de GFP et des contextes qui lui sont propres.

### 3.2 Expérience au niveau de pays dans le domaine de la budgétisation climatique sensible au genre en Afrique

Comme il s'agit-là d'un domaine encore relativement nouveau et émergent, les réformes budgétaires sensibles au genre à ce jour se sont concentrées sur la planification stratégique et l'élaboration du budget.

**Définition stratégique :** Plusieurs pays disposent maintenant de politiques qui préconisent l'intégration de la dimension de genre dans leurs efforts nationaux climatiques, bien que de différentes manières et avec plus ou moins de succès. Les pays à l'avant-garde des réformes connexes comprennent le Nigéria, Eswatini et le Rwanda, qui ont mis en place des stratégies et des plans conjoints en matière de genre et de changement climatique qui s'alignent sur les cadres internationaux, y compris le Plan d'action de la CCNUCC en matière d'égalité des sexes. L'Encadré 3 présente le plan d'action du Nigéria pour l'égalité des sexes et le changement climatique.

La BCSG met souvent l'accent sur l'intégration du genre dans les politiques et les plans en matière de changement climatique. L'approche d'Eswatini va au-delà, en intégrant le changement climatique dans ses politiques et plans en matière de genre. En 2019, Eswatini a entamé un processus de révision de sa politique nationale de genre de 2010. La nouvelle politique de genre 2020-2030 englobe les ODD, l'Agenda 2063 et d'autres conventions et protocoles de promotion de l'égalité hommes-femmes tels que la CEDEF, la Déclaration et le Programme d'action de Beijing (ou de Pékin) et le Plan d'action de la CCNUCC pour l'égalité des sexes.

Le projet de politique comprend une partie sur l'environnement, les ressources naturelles et le changement climatique, dans laquelle le gouvernement s'engage à veiller à ce que les politiques, les programmes et les plans d'action en matière d'environnement et de changement climatique tiennent compte des questions liées au genre sur le plan de l'accès, du contrôle, des avantages et de la gestion des ressources naturelles. Il s'engage également à fournir une éducation, une formation et un renforcement des capacités concernant les intersections entre la perspective de genre et le changement climatique.

Au Rwanda, la politique nationale révisée de genre de 2021 exige que la dimension de genre soit intégrée dans tous les secteurs, y compris l'environnement et le changement climatique. La politique de 2019 en matière d'environnement et de changement climatique comprend l'intégration de cette dimension.

#### Encadré 3 : Relier les cadres internationaux et nationaux : Plan national d'action du Nigéria relatif au genre et au changement climatique

Conformément au Plan d'action international pour l'égalité des sexes de la CCNUCC, qui vise à promouvoir une politique climatique sensible au genre et la participation pleine, entière et effective des femmes, le Nigéria a élaboré un Plan national d'action en faveur de l'égalité de genre et du changement climatique. Dirigé par le ministère de l'Environnement, ce plan d'action met l'accent sur des stratégies efficaces pour intégrer le genre dans la mise en œuvre des initiatives nationales en matière de changement climatique, y compris les CDN et le Plan de relance et de croissance économiques du Nigéria. Les secteurs prioritaires couverts par le plan d'action comprennent l'agriculture, la sylviculture et l'utilisation des terres ; la sécurité alimentaire et la santé ; l'énergie et les transports ; la gestion des déchets ; et, l'eau et l'assainissement. Une stratégie de mise en œuvre a été élaborée pour s'assurer que les mesures identifiées dans le plan d'action directeur sont intégrées dans les opérations quotidiennes et les processus décisionnels des entités chargées de la mise en œuvre.

Source : Ministère fédéral de l'Environnement du Nigéria, 2020.

**Élaboration du budget :** Outre l'intégration du genre et du changement climatique dans ses processus nationaux de planification, le ministère rwandais des Finances et de la Planification économique a mis au point des outils pour s'assurer de l'inclusion du genre et du changement climatique dans l'élaboration du budget. La circulaire d'appel à la planification et au budget fournit des lignes directrices pour l'inclusion du genre et du changement climatique dans les plans et les programmes des ministères et des agences (ou organismes). Depuis 2013, le Rwanda publie des déclarations budgétaires sur le genre. À partir de 2022/23, cela sera complété par la déclaration budgétaire sur l'environnement et le changement climatique, qui comprendra des interventions liées au changement climatique et au genre. Les réformes connexes ont contribué à l'augmentation de l'allocation du budget national à l'environnement, au changement climatique et au genre : de 0,4 % en 2009 à 4,6 % en 2020 (Ministère des Finances et de la Planification économique du Rwanda, 2021).

Depuis 2014, le ministère ougandais des Finances, de la Planification et du Développement économique a publié des lignes directrices pour l'inclusion de programmes qui promeuvent l'égalité des sexes. Dans des annexes distinctes à sa circulaire d'appel budgétaire, le ministère fournit des instructions sur la manière dont les secteurs doivent rendre compte de leurs plans. Récemment, l'Ouganda a



Au Ghana, bien que des efforts aient été déployés au niveau des assemblées métropolitaines, municipales et de district pour impliquer les femmes et les groupes vulnérables<sup>4</sup>, les faibles capacités de ces groupes ont entravé leur pleine participation au processus (CABRI et al., 2021a).

La phase de mise en œuvre du programme BIFCCA s'emploiera à travailler en étroite collaboration avec les acteurs chargés de faire respecter la redevabilité pour renforcer l'écosystème de la redevabilité en matière de genre et de changement climatique. Cette collaboration comprend l'engagement avec les gouvernements, les parlementaires, les institutions supérieures de contrôle des finances publiques et les organisations de la société civile.

L'expérience de pays sur le continent met en exergue que, bien que la budgétisation climatique soit techniquement difficile à élaborer pour les gouvernements compte tenu de l'absence de lignes directrices claires, des innovations sont apparues en matière de « double intégration ». Ces approches se sont avérées fonctionnelles dans différents contextes nationaux.

## 4. Principaux enseignements

Le genre et le changement climatique sont deux priorités intersectorielles essentielles à la réalisation des ODD. Bien que les réformes de la BCSG sur le continent ne fassent que commencer, les enseignements suivants<sup>5</sup> peuvent être tirés et utilisés pour orienter les futures réformes :

- Le renforcement des systèmes de GFP est essentiel pour améliorer la BCSG. Les réformes connexes ne devraient donc pas être effectuées indépendamment des réformes plus larges de la GFP. Les réformes réussies qui ont répondu aux besoins des pays ont été mises en œuvre de manière progressive et itérative.
- La plupart des pays africains ont une certaine expérience en matière de BSG ou de BC, qui a été largement mise en œuvre de façon distincte. La BSG et la BC donnent l'occasion de tirer des enseignements de cette expérience et de s'en servir, en raison de la complémentarité entre ces deux budgétisations, qui utilisent des approches, des techniques et des mandats institutionnels similaires qui peuvent être développés pour les couvrir. Bien que des problèmes de coordination persistent entre les ministères des Finances et les ministères sectoriels, un leadership clair et efficace, un renforcement des capacités et un meilleur reporting pourraient permettre de les régler.

- La disponibilité de systèmes de suivi, d'évaluation et d'apprentissage sensibles au genre qui fournissent des données désagrégées selon le sexe (ou données sexospécifiques) est particulièrement importante pour suivre, contrôler et évaluer les dépenses liées au genre et au climat, ainsi que l'efficacité des réponses d'adaptation pour les groupes les plus vulnérables aux impacts du changement climatique.
- La redevabilité et la transparence en matière de changement climatique peuvent être améliorées grâce à un meilleur engagement et au renforcement des compétences des principaux acteurs formels et informels chargés de faire respecter la redevabilité, notamment le parlement, les institutions supérieures de contrôle des finances publiques, les organisations de la société civile, les groupes de femmes, les universités, les médias, etc. Cette amélioration peut contribuer à stimuler la demande de la BCSG.
- L'appui international au renforcement des systèmes de GFP inclusifs en matière d'égalité hommes-femmes et d'action climatique peut aider à combler le fossé entre les initiatives aux niveaux international et national. En outre, il aidera les pays à accéder au financement international de la lutte contre le changement climatique, qui reste vital pour répondre aux besoins de financement de l'adaptation auxquels font face les pays en développement.

4 Les groupes vulnérables comprenaient les personnes handicapées et les personnes vivant dans des régions reculées.

5 Ces enseignements sont tirés de la phase de lancement (démarrage) du programme BIFCCA, à travers son travail avec les gouvernements soutenant le développement de la recherche, l'apprentissage et l'échange entre pairs, le renforcement des capacités, l'assistance technique dans le pays et la sensibilisation à l'action climatique.

## Références

- ADAPTATION FUND (Fonds d'adaptation) 2019. Assessment Report on Progress in the Implementation of the Adaptation Fund's Gender Policy and Gender Action Plan. Bonn.
- BANDIERA, O. & NATRAJ, A. 2013. Does Gender Inequality Hinder Development and Economic Growth? Evidence and Policy Implications. *The World Bank Research Observer*, 28, 2-21.
- CABRI 2021. Assessing Gender and Climate Benefits: Piloting A New Methodology in the Agriculture and Energy Sectors. Pretoria.
- CABRI, IBP, IIED & PNUD 2021a. Redevabilité en matière de financement climatique en Afrique. Pretoria.
- CABRI, IBP, IIED & PNUD 2021b. Opportunités de coordination de l'intégration du genre et du changement climatique dans la budgétisation et les finances. Pretoria.
- CIF (FIC) 2018. CIF Gender Policy.
- FLORO, M. S. 2021. *Climate Change and COVID-19: Why Gender Matters [Online]. Georgetown Journal of International Affairs. Available: <https://gija.georgetown.edu/2021/07/09/climate-change-and-covid-19-why-gender-matters/> [Consulté].*
- GEF (FEM). Evaluation on Gender Mainstreaming in the GEF. 52nd GEF Council Meeting, 2017 Washington, D.C. Washington, D.C.: Global Environment Facility.
- NIGERIA FEDERAL MINISTRY OF ENVIRONMENT (Ministère fédéral de l'Environnement du Nigéria) 2020. National Action Plan on Gender and Climate Change for Nigeria. Abuja.
- RWANDA MINISTRY OF FINANCE AND ECONOMIC PLANNING (Ministère des Finances et de la Planification économique du Rwanda). Rwanda's Experience with Inclusive and Gender Responsive Budgeting and Finance for Climate Change. Adaptation. COP26 Climate and Development Days: How can Budgeting and Finance for Climate Change Adaptation at Country Level be Inclusive and Gender Responsive, 2021 Glasgow.
- SOANES, M., SHAKYA, C., BARRETT, S., STEINBACH, D., NISI, N., SMITH, B. & MURDOCH, J. 2021. Follow the Money: Tracking Least Developed Countries' Adaptation Finance to the Local Level. Londres.
- UNEP (PNUE) 2016. The Adaptation Finance Gap Report 2016. Nairobi.
- WORLD BANK (Banque mondiale) 2022. International Debt Statistics 2022. Washington, DC.



SE CONNECTER • PARTAGER • RÉFORMER

Pour tout renseignement sur CABRI, veuillez contacter :

Secrétariat de CABRI  
Coin de la John Vorster & Nellmapius Drive,  
Centurion, 0062  
Afrique du Sud

Téléphone : +27 (0)12 492 0022

Email : [info@cabri-sbo.org](mailto:info@cabri-sbo.org)

 [cabri-sbo.org](http://cabri-sbo.org)

 [@cabri.sbo](https://www.facebook.com/cabri.sbo)

 [@CABRI\\_SBO](https://twitter.com/CABRI_SBO)

 CABRI – Collaborative Africa Budget Reform

## Remerciements

Cette note d'orientation a été rédigée par Shanaz Broermann (Secrétariat de CABRI) et Tracy C. Kajumba (IIED), avec des contributions de Kit Nicholson (Climate Scrutiny).

